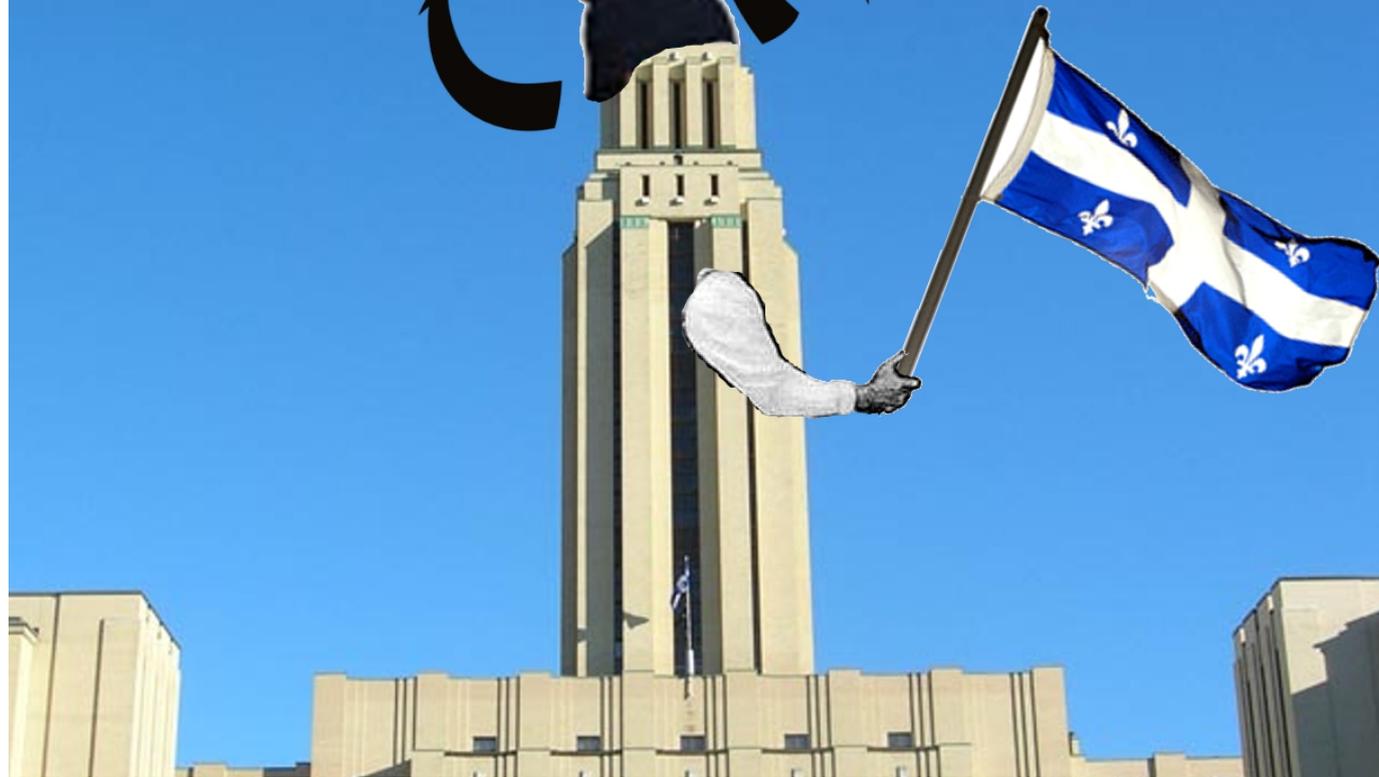
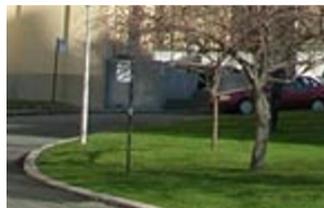


BLEU CAHIER



Intéressés par la souveraineté du Québec et désireux de vous impliquer...



**Dossier : L'indépendance selon les divers domaines d'études
- page 3**

Le Bleu Cahier - octobre 2012



Présenté par le **MÉSUM**
Mouvement des Étudiant(e)s Souverainistes de l'UdeM



Questions de souveraineté

par Jean-François Daoust
étudiant en Science politique et
Philosophie

Il est de bon ton de dire qu'en philosophie, les questions importent plus que les réponses. Sans que cela ne soit complètement faux, la philosophie politique appliquée, dont plusieurs enseignants de l'Université de Montréal – Michel Seymour et Christian Nadeau, entre autres – se réclament, se doit de dépasser le cadre théorique, surtout lorsque les préoccupations sont concrètes, quotidiennes et persistantes. L'avenir national du Québec est un enjeu de société auquel les questions ont cependant un rôle crucial, soit animer le débat. Celui-ci, bien qu'intemporel, a des spécificités conjoncturelles propres à chaque époque. Où en sont les véhicules politiques majeurs en 2012? Dans une optique plus large, où en est le mouvement souverainiste? Le discours culturel est-il différent? Si oui, en quel sens? Les réponses à ce genre de questions, constituant les fondements de l'argumentaire du mouvement, doivent satisfaire une certaine rigueur analytique et méthodologique. En ce sens, le milieu universitaire est particulièrement propice à intégrer et à débattre des enjeux entourant la question nationale.

Culture commune

Bien que jeune acteur du milieu universitaire, il y a longtemps que j'ai choisi mon ennemi philosophique. Il s'agit de la conception libérale (au-delà du parti) dite individualiste, celle qui ne rate aucune occasion pour affirmer la préséance des droits et libertés individuels par rapport – ou plutôt au détriment – de la communauté. Un des objectifs du mouvement



indépendantiste québécois, en ce début du XXI^e siècle, doit être d'équilibrer ce rapport entre l'individu et la société. Les souverainistes doivent défier la vision simplificatrice voulant qu'une société n'est rien d'autre que la somme des individus la composant, sans quoi aucun projet collectif, voire national, n'est possible. L'individu atomisé, singulier, ne prospère que

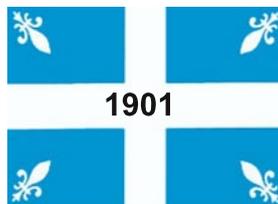
dans une société qui, en fait, n'en est plus une. On oublie trop souvent l'idée d'un contrat social liant les individus pour ainsi former une communauté. Le Québec est ce qu'il est parce que qu'il a collectivement traversé une histoire singulière, fait du français la langue commune, est passé d'une société foncièrement conservatrice à une des sociétés les plus ouvertes sur le monde, s'est fait le plus grand

Université et Indépendance

Le rôle des universitaires est, selon moi, de répondre - chacun de façon partielle - à la grande question suivante: «La place actuelle du Québec au sein du Canada peut-elle favoriser l'émancipation de cette culture commune?». En environnement, on se questionnera à savoir si le progressisme québécois y est représenté. En science politique, on se demandera si le retrait de l'État prôné par Ottawa correspond au modèle québécois. Les étudiants de droit s'intéresseront aux critiques de la Cour suprême face au gouvernement fédéral et à sa vision de la démocratie. Et ainsi de suite. Le milieu universitaire dans sa totalité est donc appelé à élaborer des réponses aux questions soulevées. Une nation ne peut s'engager sur la voie de la souveraineté qu'après s'être posé les bonnes questions en plus d'y proposer des réponses qui apparaîtront satisfaisantes aux yeux des citoyens. Il semble que présentement, les réponses amenées ne convainquent pas une majorité de Québécois. C'est donc à nous, acteurs du milieu universitaire, de laisser tomber les surenchères rhétoriques au profit d'une argumentation qui saurait rallier une majorité de citoyens à l'idée de pays et où la seule conclusion valide sera que le statut de province ne peut que freiner l'émancipation de tout un peuple.



1832



1901



1948

LE MOT DU PRÉSIDENT

Chers amis, chers étudiants de l'Université de Montréal,

C'est en tant que Président du MÉSUM que je vous présente, avec honneur et optimisme, la deuxième édition du Bleu Cahier, journal indépendantiste tous azimuts, permettant à tout un chacun de se faire entendre.

Certes, le MÉSUM aurait aimé présenter ce Bleu Cahier avant, mais nous, la jeunesse québécoise, par notre vacarme inspirant, en avons décidé autrement le temps d'un printemps. Une jeunesse désireuse de changement.

Le mouvement souverainiste se retrouve dans cette idée de changement, mais sur une autre échelle. Nous l'avons vu pendant cette période, les jeunes – et moins jeunes – portaient un message : « nous ne vous laisserons plus marcher sur nos pieds ». Le mouvement des jeunes souverainistes n'en est pas encore là, difficile de se faire marcher sur les pieds, alors que le Québec est à genoux.

Mes souhaits pour l'avenir

De la part du nouveau gouvernement souverainiste, il nous faut applaudir les bons coups menant à la souveraineté, mais il sera de notre devoir de contester ceux qui nous en éloignent. Nous acclamerons les actions assurant que notre

langue soit d'une part protégée et, d'autre part, qu'elle soit valorisée. Nous déplorerons les agissements nous enfonçant dans un gouffre linguistique et, par le fait même, identitaire.

De la part des prochains exécutants du MÉSUM, nous exigerons le plus cordial des accueils à la dissidence, au regroupement des idées partagées et à la mise de côté des points de divergence. Ce mouvement étant, selon moi, le meilleur exemple que les souverainistes peuvent se regrouper pour faire de belles choses.

Aux étudiants souverainistes, maintenant, nous vous demandons de nous suivre, de participer, de venir aux conférences et de parler du beau projet que nous portons. Par-dessus tout, au-delà de la parole, nous vous demandons d'agir, de manifester vos sentiments et de combattre la peur, la haine et le reniement de soi.

Vive la liberté, vive l'indépendance, comme dirait l'autre.

Bonne lecture,

Julien Bergeron
Président du Mésุม
étudiant en droit



Je me souviens

par Mathieu Côté
étudiant en Génie logiciel

Crise de la conscription

Lors de la Première Guerre mondiale, le Premier ministre Borden fait venir des troupes à Québec. Deux mille soldats anglophones arrivent par train le 31 mars 1918. Le lendemain, le général en fonction envoie la cavalerie, qui tire sur les manifestants opposés à

la conscription. Bilan : 4 morts et plus de 70 blessés.

L'histoire se répète

Le 2 août 1940, le maire de Montréal, Camillien Houde, déclare : « Le Parlement, selon moi, n'ayant pas de mandat pour voter la conscription, je ne me crois pas tenu de me conformer à ladite loi et je n'ai pas l'intention de m'y conformer. Je demande à la population de ne pas s'y conformer, sachant ce

que je fais et ce à quoi je m'expose. Si le gouvernement veut un mandat pour la conscription, qu'il revienne devant le peuple et sans le tromper cette fois. »

Trois jours plus tard, à sa sortie de l'hôtel de ville, Camillien Houde est arrêté par des agents de la Gendarmerie royale du Canada, emmené de nuit, sans procès et en secret dans un camp de concentration. La conscription est adoptée malgré le fait que 76% de la population du

Québec ait voté contre lors du plébiscite de 1942. Houde est finalement libéré le 14 août 1944. Il a été emprisonné plus de 4 ans.



Manifestation contre la conscription en 1917



Tolérance

par Gilles Laporte
Coalition pour l'histoire

Nous assistons périodiquement au Québec à un débat sur l'enseignement de l'histoire. En tant que représentant de la Coalition pour l'histoire, quelles sont, d'après vous, les principales lacunes actuellement dans l'enseignement de cette matière ?

Il existe deux grands types de problèmes, partiellement liés l'un à l'autre, mais qu'on a parfois tendance à abusivement confondre.

Le premier problème est d'ordre proprement pédagogique. Il consiste à appliquer l'approche par compétence à l'enseignement de l'histoire, comme si cette méthode convenait de toute façon à tous les contenus disciplinaires, au nom d'une logique purement bureaucratique et d'abord au service de la gestion des ressources enseignantes. Rappelons que l'approche par compétence privilégie l'intégration par l'élève d'opérations et d'aptitudes méthodologiques aux dépends de l'acquisition de connaissances proprement dites. Cette approche peut convenir aux disciplines procédurales telles les techniques humaines (pensons au travail d'une infirmière par exemple). En revanche, elle s'applique particulièrement mal à l'apprentissage de l'histoire, qui repose

d'abord et avant tout sur la maîtrise d'un corps de faits (de dates, de personnages) préalables à l'analyse et à l'exercice du sens critique. C'est pourquoi la réaction au virage des compétences a été plus particulièrement vive chez les historiens, en raison du caractère d'encyclopédique de l'apprentissage de cette discipline.

Le résultat est la prépondérance de deux techniques pédagogiques particulièrement mal appliquées dans les écoles à l'heure actuelle : le socioconstructivisme et l'analyse de documents. Le socioconstructivisme consiste à atteindre une compétence en partant du vécu de l'apprenant. Or cette approche s'avère ridicule quand on l'applique à l'enseignement de l'histoire et mène à des anachronismes et à un présentisme outrepassant. Ainsi, dans un manuel du 2e secondaire, au nom du socioconstructivisme, on invite les élèves à se demander "Aurais-tu aimé être une femme en Grèce antique?" L'analyse de documents, elle, telle que comprise dans les programmes, vise à aiguïser le sens critique de l'élève au contact de la "vraie" histoire par le biais d'extraits de textes ou d'illustrations. En fait, chez l'élève privé d'érudition et de culture générale de base, l'analyse de documents devient cet exercice partiel et partiel où il ne perçoit plus les acteurs qu'à travers leurs intérêts et les

faits que comme des éléments de contexte. Concrètement, cette fameuse analyse de documents, où profs et élèves engouffrent un temps énorme, se résume en général à un simple exercice de repérage de mots clés prémâchés. Le résultat de ces lubies pédagogiques est que l'apprentissage de l'information est laissé en friche. Le résultat en somme est qu'on forme présentement une cohorte d'élèves apparemment compétents mais à coup sûr ignorants et incapables désormais d'associer des causes à des effets, puisqu'ils n'auront vu l'histoire qu'à travers des documents – ou « dossiers » – procédant par sauts successifs, du présent vers le passé, et non au long d'un récit chronologique cohérent et substantiel organisé par le professeur.

Le deuxième grand problème est que les programmes d'histoire ont massivement convenu d'abandonner l'étude du phénomène "national", vu sous l'angle de l'histoire politique, au profit d'une histoire sociale mettant l'accent sur les personnes anonymes, expression de diverses formes d'identité limitées : femmes, autochtones, immigrants, ouvriers, etc. Cette approche pose d'abord un problème épistémologique consistant à pêcher par "présentisme", c'est-à-dire de voir le présent comme un aboutissement souhaitable et envisager le passé à travers les

avancées annonçant l'avènement de la modernité. Prenons par exemple l'histoire des femmes. Les victoires récentes au plan de la condition féminine ont conduit les programmes d'histoire à se jeter dans une recherche effrénée de modèles féminins dignes de mémoire dans le passé, quitte à surévaluer leur importance dans le contexte de l'époque. La légitimation du présent par le passé s'appuie en particulier sur la place accordée aujourd'hui aux libertés individuelles et au droit à exprimer sa différence, une inclination particulièrement visible dans le nouveau programme Histoire et éducation à la citoyenneté aux 3e et 4e secondaires. Valoriser les identités limitées du présent consiste à leur aménager une place insoupçonnée dans le passé. On déforme ainsi l'histoire à coup sûr en plus de laisser l'élève sous l'impression que toutes les allégeances sont légitimes, sans hiérarchie, sans perspective historique ; que le passé n'est en somme qu'un présent encore imparfait. Dès lors, on plombe sérieusement la conception de l'histoire reposant sur la construction laborieuse d'un contrat social s'appuyant sur des choix démocratiques et sur des valeurs partagées par la majorité, y compris le sentiment national ; des principes pour lesquels nos ancêtres se sont pourtant battus au point parfois d'y laisser leur vie.

On reproche à la Coalition pour l'histoire de faire partie d'un réseau nationaliste. On souligne que bon nombre des personnalités associées au mouvement indépendantiste figurent parmi ses membres, dont des anciens ministres du gouvernement du Parti québécois. Comment réagissez-vous à cela ?

Je suis bien sûr d'accord avec le constat mais ne me sens nullement coupable de "crime par association". Une fois posé le rôle de l'enseignement de l'histoire, et notamment sa fonction citoyenne, on est en droit de se demander quelle communauté citoyenne souhaite-t-on proposer aux jeunes ? Doit-on insister sur une diversité jubilatoire, en présentant le passé québécois comme une mosaïque, où divers types d'identités ont toujours pacifiquement cohabités dans l'espace public, ou souhaite-t-on faire de l'apprentissage

de l'histoire l'occasion de rappeler l'édification progressive de consensus démocratiques difficiles mais nécessaire et d'une authentique société civile devant laquelle nous sommes tous redevables ? La question est sérieuse et la réponse ne va pas de soi. Que les nationalistes québécois aient les premiers appelé le « devoir » de mémoire ne m'émeut nullement. C'aura ainsi été tout à leur honneur de rappeler qu'une société est autre chose qu'un espace juridique où des groupes conviennent tout au plus ensemble du partage des droits et du dépeçage de l'assiette fiscale...

Le sort réservé à l'enseignement de l'histoire est aussi un enjeu beaucoup plus sensible pour de petites cultures qui se battent déjà pour leur survie. En Irlande, en Bretagne, en Corse ou même, plus prêt d'ici, en Acadie ou dans la réserve innue de Maliotename, personne ne s'étonne qu'on accorde dans les cours d'histoire une plus

grande place aux faits et aux personnages qui ont permis à ce peuple de survivre en dépit de l'impérialisme et de l'acculturation. Clairement cet enjeu pose davantage problème au Québec à cause de la « Grande Peur » de l'indépendance politique. Pourtant, si le Québec contribue au patrimoine mondial c'est d'abord à titre de société originale de langue et de culture françaises en Amérique du nord. N'est-il pas normal de chercher à préserver ce trait, en particulier par l'enseignement de l'histoire ? Fragile sur le plan culturel et intellectuel, le Québec ne peut tout simplement pas s'offrir le luxe d'une expérience pédagogique faisant la promotion militante du multiculturalisme et des identités limitées. Dépourvu d'État national, ce peuple n'a pu survivre historiquement que par une forte cohésion culturelle et que par la transmission de certaines valeurs communes, notamment par le

biais de l'école. Penser qu'on pourra bien longtemps préserver cette culture nationale sans la communiquer dans les écoles m'apparaît absurde et mensonger.



« Nous ne voulons pas être une province "pas comme les autres", nous voulons être un pays comme les autres. » — *Pierre Bourgault*

« Si tu te couches, ils vont te piler dessus. Si tu restes debout et tu résistes, ils vont te haïr mais ils vont t'appeler 'monsieur'. » — *Pierre Falardeau*



Signature de la Constitution en 1982

Une brève histoire constitutionnelle

par *Louis Guertin*
étudiant en droit

Bon nombre d'étudiants sont familiers avec l'introduction de la chanson Résistance du trio rap Loco Locass. « Le Québec, c'est un pays conquis et annexé par la force. [...] Le peuple québécois est un peuple soumis, un peuple vassalisé, un peuple inféodé à un autre. » En ce début 2012, ces paroles échantillonnées d'un discours du cinéaste Pierre Falardeau méritent d'être rappelées alors que le Canada s'appête à souligner les 30 ans de la Loi constitutionnelle de 1982.

L'histoire constitutionnelle au Québec est celle d'une nation résiliente assujettie à des lois

fondamentales auxquelles elle n'a jamais véritablement adhéré. Avec du recul, on constate qu'à chaque étape de son évolution, le droit canadien s'assimile à l'expression du droit du plus fort.

Tout cela commence au lendemain de la Conquête de 1760 : la Nouvelle-France passe dans le giron britannique sans consultation. Vu la capitulation sous les armes, cela va de soi. Dès lors, le contrôle de nos leviers politiques et économiques passe aux mains du conquérant étranger. La loi du vainqueur en décide ainsi.

Pendant un temps, les Britanniques refusent d'accorder aux Canadiens le droit d'élire une assemblée législative. Lorsque le colonisateur y consent une première fois en 1791, le gouverneur général anglais conserve le vrai pouvoir. En 1837-38, le mouvement des Patriotes se soulève pour tenter de donner au peuple la capacité de voter ses propres lois au nom de la démocratie.

Trois-cent-vingt-cinq Canadiens français morts au combat et douze pendaisons plus tard, c'est peine perdue.

Ensuite, le Haut et le Bas-Canada

se réunissent en 1840 sous l'autorité d'une nouvelle loi britannique, l'Acte d'Union. Sous recommandation de Lord Durham, les Canadiens anglais se dotent de moyens permettant de mettre graduellement en minorité les francophones au pays. Le gouvernement à Ottawa devient responsable devant les élus, mais seulement après que les Canadiens français aient perdu la force du nombre en chambre. Le parlement du Canada-Uni fonctionne à l'avantage d'une nouvelle majorité anglophone dopée par l'immigration. Nous devenons alors prisonniers d'un ensemble que nous ne pourrions plus jamais modifier sans la permission d'une autre nation.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique consolide cette minorisation des francophones. En 1867, une fédération centralisée est mise en place. En accordant aux Québécois un gouvernement provincial avec quelques compétences législatives, Ottawa a confiance de faire renoncer ce peuple à défendre ses droits à plus grande échelle. Une fois de plus, il n'y a pas d'élection ou de consultation populaire sur la loi fondamentale.

Enfin, la Loi constitutionnelle de 1982 vient verrouiller à double tour la constitution canadienne. Après une série de conférences constitutionnelles qui se soldent les unes après les autres par un échec, toutes les provinces sauf le Québec s'entendent avec le gouvernement fédéral pour que, dorénavant, toute modification substantielle à la constitution exige l'accord de l'unanimité des provinces. Ainsi, le consentement du Québec n'a jamais été nécessaire pour lui imposer une constitution, mais la permission de tous les Canadiens est maintenant requise s'il souhaite négocier les paramètres de sa sujétion.

L'abbé Groulx a écrit il y a longtemps que « la Confédération, nous en sommes, mais pourvu qu'elle reste une confédération ». Or, nous venons d'établir que la théorie des deux peuples fondateurs est un mythe. Il n'y a jamais eu d'égalité politique au Canada ; il y a eu un vainqueur et un vaincu. Depuis deux siècles et demi, le Québec est coincé dans un système qui lui fait subir des contraintes imposées unilatéralement et qu'il n'a pas le pouvoir d'éliminer.

Pour un Québec vert

par Antoine St-Christin, étudiant en géographie environnementale

En tant qu'étudiant en géographie environnementale à l'Université de Montréal et participant à la manifestation nationale du 22 avril dernier, voici l'une des raisons pour lesquelles je suis souverainiste :

Du 28 novembre au 11 décembre 2011, le Canada a négocié, par l'entremise de son ministre de l'Environnement, l'honorable Peter Kent, les clauses des suites à donner au protocole de Kyoto. Le 12 décembre, revenu de la Conférence de Durban, le gouvernement canadien entamait les procédures pour se retirer du même protocole. Cette décision avait toutefois déjà été prise depuis le 6 décembre, selon un décret obtenu par La Presse canadienne. Cet événement

regrettable était prévisible, le gouvernement fédéral tenant à tout prix à protéger les intérêts de l'industrie milliardaire des sables bitumineux, qui s'évertue à perpétuer jour après jour l'une des plus grandes catastrophes écologiques au niveau mondial. Chaque jour, 1,3 million de barils de pétrole sont extraits des sables bitumineux en Alberta et la production devrait tripler voire quintupler d'ici 2020, avec l'intérêt grandissant des pays asiatiques. Chaque jour, 2,5 barils d'eau sont nécessaires pour extraire un baril de ce pétrole et d'immenses superficies de la forêt boréale albertaine sont rasées pour permettre l'exploitation.

À l'heure d'une prise de conscience collective des peuples de toutes les nations quant à la nécessité de cesser la dilapidation des ressources naturelles et le réchauffement climatique, l'attitude canadienne

constitue une aberration. Le dossier des changements climatiques constitue à lui seul une raison plus que valable pour le Québec de se séparer de ce Canada dont tout l'éloigne. Le Québec possède un immense potentiel éolien et l'un des meilleurs taux d'ensoleillement au monde, supérieur de 20% à ceux de l'Allemagne et du Japon, qui sont des leaders en matière d'énergie solaire. Un récent sondage commandé par le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) concernant les changements climatiques confirmait que 80% des Québécois désiraient être parmi les leaders de la planète en ce domaine. Un Québec au sein du Canada, aux mains souillées par les sables noirs de l'Alberta, n'a rien à gagner. Discutons, au nom du peuple québécois, avec les gouvernements des autres nations qui veulent effectuer les changements nécessaires avant qu'il ne soit trop

tard. Au moment où des compagnies telles Enbridge et Pipelines Montréal tentent de faire accepter des projets qui verraient des centaines de milliers de barils de pétrole provenant des sables bitumineux transiter par le Québec, il est temps de s'y opposer fermement et d'affirmer notre identité. Alors que l'Institut de recherche en économie contemporaine, l'IRÉC, soutient que la Caisse de dépôt et de placements, qui nous appartient, possède pour 5,4 milliards de placements directs dans des compagnies de l'Ouest canadien actives dans les sables bitumineux, il est temps d'y mettre fin et de s'affirmer, il est temps de décider par nous même, il est temps de faire l'indépendance.



Une Charte assurant des droits pour l'épanouissement collectif d'un Québec souverain

par Julien Bergeron, étudiant en droit

Les droits de l'homme, seulement interprétés dans un contexte canadien ou, à tout le moins, dans une perspective d'une sacro-sainte Charte des droits, représentent ce que certains nomment la désresponsabilisation de l'individu, maintenant déconsidéré de la collectivité comme si, d'une façon brutale, on ne lui confiait plus un mètre carré de territoire à gérer, comme si l'individu ne devait plus lui-même se prendre en main collectivement, comme si l'Homme, de par sa nature réputée individuelle et sacrée, ne naissait plus dans un ensemble et ne mourrait plus avec une partie de l'Histoire.

Milan Kundera, dans son roman L'Immortalité (1993), évoque avec précision ce problème du désir se transformant en droit de façon quasi automatique : « Le monde est devenu un droit de l'homme et tout s'est mué en droit : le désir d'amour en droit à l'amour, le désir de repos en droit au repos, le désir d'amitié en droit à l'amitié, le désir de rouler trop vite en droit à rouler trop vite, le désir de bonheur en droit au bonheur, le désir de publier un livre en droit de publier un livre, le désir de crier la nuit dans les rues en droit de crier la nuit dans les rues. »

Et c'est le propre d'une Charte des

droits ne proposant que des droits, un catalogue où nous pouvons choisir ceux qui nous semblent utiles en toutes circonstances, que d'insister sur l'individualisme juridique. J'entends déjà certains de mes amis juristes me diriger vers l'article premier de la Charte canadienne des droits, qui permet de déroger à cette dernière dans la mesure où l'on traverse avec succès le test de l'arrêt Oakes. Il en va de même également de l'article 9.1 de notre charte québécoise. Notons que ces articles n'ont pu empêcher la Cour suprême du Canada de charcuter la Charte de la langue française, notre rempart national contre l'assimilation. Une assimilation insistant sur un bilinguisme obligatoire qui ne représente finalement non pas un avancement du Québec vers la marche mondiale, mais bien une lente agonie vers le reniement du Québec en tant que patrie.

Mais encore faut-il que l'on distingue le débat que je crois mal relayé. Faut-il limiter la place des droits individuels et modifier celle de l'ordre collectif? Certainement. Faut-il cependant empêcher la revendication des désirs comme étant des droits? Je ne le crois pas, pas plus qu'il ne faut empêcher une personne d'estimer en justice s'il pense avoir subi préjudice. La solution reste bien simple et j'en reviens à ce point : la nécessité d'intégrer et de conscientiser les citoyens sur leurs droits, mais aussi de façon prépondérante sur leurs responsabilités en tant qu'individu faisant partie intégrante d'une

communauté partageant des intérêts communs. Donc, une Charte des libertés et devoirs. Matériellement, ces devoirs pourraient s'intégrer à l'aide d'articles dans un papier à portée juridique, sous la forme de dispositions limitatives par exemple. À tout le moins, l'intention du législateur serait claire à la lumière d'une interprétation moderne des dites dispositions.

Est-il utopique de nos jours de développer une telle Charte? Aucunement, plusieurs documents importants se sont déjà imposés sous cette forme, ne nommons que la Convention européenne des droits de l'Homme, par exemple. À titre démonstratif, reprenons l'article 9 de cette Convention, énonçant la liberté de pensée, de conscience et de religion, article reprenant d'ailleurs les mêmes termes que dans la Charte canadienne, mais précisant, à son deuxième paragraphe que la liberté de manifester sa religion ou ses convictions se doit d'être limitée au bien-être collectif, en d'autres termes. Idem pour la liberté d'expression, prévue à l'article suivant. Nonobstant le choix des droits de cette Convention, soit le fond, c'est plutôt sa forme qui est intéressante.

C'est la mise en œuvre d'une telle possibilité qui peut faire des ravages. Que voulons-nous réellement? Un gouvernement qui pourrait être balisé par des juges issues d'une Cour des droits et devoirs, ou plutôt des juges qui admonestent le gouvernement, en laissant la population juger de sa

violation. C'est, ma foi, un débat que nous aurions en ce moment si nous nous étions déjà emparés de notre destin en tant que peuple, bref si nous étions souverains.

Sur cela, je précise que la Convention fait office d'exemple et non pas de modèle à appliquer le plus promptement. Dans une certaine mesure, c'est l'éducation – et par éducation je veux signifier l'inculcation par la parole et par nos gestes – de ces responsabilités à notre communauté. Mais encore ici, le terme éducation réfère à une définition qui ne conviendrait pas à mon propos, puisque cela suppose que l'on ne connaisse pas a priori nos responsabilités. Le mot convenant le mieux serait de ce fait « apprentissage », l'apprentissage de nos responsabilités individuelles. Le désir deviendra effectivement un droit, je l'accorde, mais seulement dans sa pleine mesure collective.

Tant que la question de la nation québécoise se posera au sein du Canada, la question nationale devra être une priorité et la souveraineté, une fatalité. Et ce n'est qu'en tant que peuple, libre et maître de ses choix, que le Québec pourra assurer la véritable valorisation de ses citoyens. Ce n'est ainsi que l'État québécois saura offrir une continuité identitaire, porteur tant d'un regard fier de notre histoire et de nos acquis, que porté vers l'avenir que nous soumettra le prochain matin.

LES SOURIS BLANCHES

Lettre à une paysanne

Connaissez-vous ma chère Ginette, la légende des souris blanches? Elle est belle, douloureuse aussi. Elle est grave, et symbolique.

Elles vivaient, toute une famille d'entre elles, dans le grenier d'une vieille mais solide maison de pierres. Une maison de pierres comme il en existe encore beaucoup de nos jours, et telle que vous devez en connaître dans votre petit village de province. Grâce à la bonne disposition des lézards, l'air y était pur et abondant. Le grenier lui-même était vaste et rempli de toutes ces choses dont les souris ont besoin pour subsister. Aussi leur pelage était-il d'une blancheur immaculée et leurs petits yeux rouges brillaient comme deux rubis sur un coussin de satin blanc. En un mot, les petites souris étaient heureuses. Elles allaient et venaient, trottaient allègrement et leur vie s'écoulait dans le calme et la sécurité.

Or, un jour, il se produisit une explosion dans le voisinage. Des maisons sautèrent, des arbres volèrent en éclats. L'incendie se mit de la partie, et comme dit la chanson: "... le vent soufflant sur l'incendie le propagea aux écuries, et c'est ainsi qu'en un moment, l'on vit... flamber le firmament...". Ce fut une catastrophe. Ce fut une catastrophe comme il en arrive peu par siècle et dont le souvenir reste gravé longtemps dans les esprits. Ce fut aussi une catastrophe pour nos petites souris.

Au début, elles ressentirent bien le choc, mais ne s'en émurent pas, jusqu'au jour où elles remarquèrent que dans le plus fort de l'explosion, des pontins de constructions voisines s'étaient abattus sur la vieille maison de pierres dont le grenier leur était si propice. A partir de ce jour, elles connurent l'inquiétude. Et elles avaient raison de s'inquiéter, les pauvres petites, car les pontins avaient été projetés avec une violence telle

qu'ils avaient causé aux vieux murs pourtant encore solides, des plaies cruelles et béantes.

Le froid qu'elles ne connaissaient pas, la pluie dont elles s'étaient toujours ri, le vent dont elles ne soupçonnaient même pas l'existence, en un mot, tous les phénomènes les plus tragiques de la nature se révélèrent à elles, avec leur cortège de misères, de souffrances, de deuils. Et, cependant, ma chère Ginette, le moment n'est pas encore arrivé où il faille s'attendrir. Les petites souris n'allaient entrer que plus tard seulement dans le chapitre le plus cruel de leur histoire.

Car, vous n'êtes pas sans vous en douter, un grenier aux ressources aussi variées et multiples, et maintenant ouvert aux quatre ciels, ne pouvait qu'attirer les rats et souris du voisinage. Le flair super-sensible de ces derniers les eut vite conduits vers ce paradis terrestre miniature. Ils suivirent donc le même chemin, les uns à la suite des autres, et grâce au sol et aux murs de pierres, parvinrent à pénétrer à l'intérieur.

En ce moment, ma chère Ginette, votre âme toute féminine peut concevoir mieux que personne, la frayeur qui s'empara des petites souris blanches. Tout allait y passer: provisions, tranquillité, quiétude, paix, sécurité. Elles voulurent bien protester, et empêcher les rats gris d'envahir leur domaine. Mais les voies de communication avec l'extérieur étaient toutes en la possession des intrus. Que faire, en face de l'inévitable à moins qu'on ne s'y résigne? C'est ce que firent nos petites souris. Et de concessions en concessions, elles finirent par accepter leur sort.

D'autant plus, ma chère Ginette, que les rats apportaient avec eux une forte provision de fromage. Et les souris, qui en sont friandes, n'avaient pu en manger à leur goût à cause de sa rareté

dans le grenier. Elles vécurent ainsi de longues années. Les rats gris, parce que plus forts, et peut-être aussi parce que d'une propreté moins rigoureuse, étendirent leur domination dans tous les coins et recoins du grenier. Ils n'hésitèrent pas à déloger des familles de petites souris blanches, si elles protestaient, ou à leur imposer leur répugnante co-habitation si le désir ou le nécessité de se procurer du fromage obligeaient les petites à se taire.

Vous comprenez bien, et non sans une vive émotion, ma chère Ginette, qu'à cette vie en commun obligatoire, les petites souris blan-

ches y perdirent plus qu'elles n'y gagnèrent. Oh! je dois à la vérité de signaler que les rats gris ne se montrèrent pas tous de la même arrogance, et qu'un certain nombre réussit à capter l'amitié des souris blanches. Mais le plus grand nombre d'entre eux ne se préoccupa que de la puissance et de l'influence que leur conférait la possession d'une réserve considérable de fromage. Ils ne cherchaient rien d'autre qu'à en tirer le meilleur parti possible, outrepassant, au besoin, la limite de leurs droits, et niant, par leur action, si nécessaire, les droits et libertés des souris blanches.

Il n'en fallut pas davantage pour que le caractère de ces dernières se modifiât d'une façon très sensible. L'attitude de défensive continue et d'insécurité permanente à laquelle les souris blanches furent réduites, de même que le spectacle de leurs droits et libertés longtemps bafoués, tout cela passa dans le sang des générations subséquentes. Et toute contre-réaction rendue impossible par le sentiment d'infériorité désespérante qu'engendrait en elles la constatation de leur infériorité numérique, les petites souris blanches nouveaux-nées crûrent dans cette atmosphère de contrainte morale.

Hélas!... ma chère Ginette, le reste fait peine à dire. En effet, leurs premières manifestations de vie, furent aussi des manifestations d'individualisme. Que pouvait-il en résulter? Au moment

où le sort des souris blanches demandait une action concertée, une cohésion plus forte que jamais, les générations nouvelles poussaient individualistes! Ah!... que de deuils nouveaux, que de défaites cuisantes se préparaient dans la suite!... Car au fur et à mesure que les sourceaux devenaient adultes, le nouvel esprit se manifestait plus dangereux encore. Et d'aucune furent témoins de douloureuses scènes. Souvent, lorsque l'une ou l'autre des souris blanches réussissait à s'emparer d'un morceau de fromage, elles ne reconnaissaient plus leurs sœurs malheureuses. L'on vit même, — ô Logique, veuille le leur pardonner —, l'on vit même les petites souris blanches se manger entre elles plutôt que d'unir leurs efforts pour s'emparer du fromage convoité!...

Ah! non, ma chère Ginette, n'allez pas blâmer ces pauvres petites souris blanches! Elles ne sont pas responsables. Ce sont les circonstances qui sont en cause. Que voulez-vous? quand, pendant plusieurs générations consécutives, les rats gris s'appliquent à donner aux souris blanches l'impression d'une dépendance absolue, il est bien difficile de croire qu'il n'en suivra pas une période de découragement et, par ricochet, de sauve-qui-peut, de sauve-toi toi-même, autrement dit, d'individualisme. Même si le pénible de la situation exige une réaction exactement contraire, le phénomène est, il me semble, trop naturel, pour que les souris blanches méritent seules le blâme.

Si vous le voulez, plutôt, ma chère Ginette, tous les deux, nous pleurerons le malheureux sort des petites souris blanches, et même si nous devons être les deux seuls, nous méditerons longtemps, vous, dans le jardin fleuri de votre maisonnette, près des fleurs et des oiseaux, des érabes bien droits et des sapins naissants, près de la rivière qui descend et dans la nuit qui monte, moi, dans le décor moins rustique et plus bruyant de la ville, entre deux tramways, ou dans le calme discret de ma chambre, près de mes bouquins jaseurs, et de mon Canada géographique couché sur le mur, tous les deux, dis-je, nous méditerons sur l'histoire des petites souris blanches.

Notre Histoire à nous, Canadiens-français, et celle des souris blanches, ne sont pas tellement étrangères l'une à l'autre!... qu'en dites-vous?

Jean DRAPEAU

Source :

Drapeau, Jean. *Les souris blanches*. In *Quartier Latin*, 22 décembre 1939, p.6 <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/1865198#>



Les bleus

par Myriam Côté
étudiante en Littérature

Le 22 décembre 1939, le jeune Jean Drapeau signe "Les Souris blanches" dans le *Quartier Latin*, le journal des étudiants de l'UdeM. Au sein de ce même numéro, Jean-Jacques Bertrand et Daniel Johnson, futurs premiers ministres du Québec, signent aussi des textes.

Cette présence des hommes politiques et du politique dans la presse étudiante manifeste l'importance de l'engagement de chacun dès son plus jeune âge. En effet, la plupart des personnalités politiques de notre époque ont fait l'expérience de la démocratie lors de leurs études. Que ce soit au sein de leurs assemblées générales, de leurs cours ou de leurs locaux d'association, ces futurs politiciens ont pu exprimer leurs opinions et utopies et en débattre.

La presse est l'un de ces espaces de débats qui témoigne de la circulation des idées.

La spécificité de la presse étudiante

réside surtout dans son potentiel de tout dire. En effet, cette presse est rédigée par des étudiants, qui n'ont pas de ligne éditoriale à tenir, et s'adresse à un public de jeunes universitaires, des gens avides de nouveautés et de savoirs. La presse étudiante peut ainsi revêtir toutes les formes qui lui conviennent.

Drapeau, au sein de son texte, passe par le littéraire, par l'analogie, pour traiter de la question linguistique. Cette forme lui procure le loisir de traiter de tout, comme de l'avachissement des Canadiens français. C'est ce potentiel de tout dire qui fait de la presse étudiante un témoignage durable et franc.

Les rouges

La récente grève étudiante montre l'intelligence des jeunes universitaires d'aujourd'hui. Nous revendiquons la même chose que les étudiants d'hier : la liberté de parole, d'association, de pensée et d'étudier. Ces derniers mois, on a pu constater que la jeunesse québécoise est loin d'être constituée d'individus atomisés et esseulés. Elle est formée de jeunes qui caressent des projets pour le Québec, qui ont des idéaux. Les universitaires d'aujourd'hui sont les politiciens de demain. Peu importe la couleur, on peut dire que nous avons eu une belle expérience de démocratie.

On s'crache dans les mains et on r'commence!

par Félix Brassard
étudiant en cinéma

Il importe pour le camp souverainiste de méditer un peu sur les dernières élections, qui ont vu le Parti Québécois mettre fin à neuf ans de traversée du désert en arrachant in extremis le pouvoir des mains du Parti Libéral. Je laisserai de côté l'attentat du Metropolis, non pas parce que je souhaite qu'on le taise, mais parce que la décence commande de ne pas traiter d'un événement aussi tragique comme un point parmi d'autres dans un billet de ce genre.

Printemps tardif.

Du point de vue politique, l'année 2012 fut extrêmement riche en émotions, et cela en raison bien sûr de la crise étudiante, que certains ont surnommée « printemps érable ». Un mouvement contestataire d'une ampleur qu'on n'avait pas vu depuis longtemps et que personne n'avait vu venir. Le gouvernement libéral, sûr de son bon droit et de sa capacité à engendrer confort et indifférence, a attendu la dixième semaine de grève avant d'engager un simulacre de négociations. Nos médias, qui plus que jamais au cours des derniers mois ont fait office de valets de chambre du « Law and Order », ne l'avaient pas vu

venir non plus, cette crise, et leur couverture mensongère n'a absolument rien fait pour la régler. Même son de cloche du côté des forces policières, qui se sont aperçues que les matraques et les contraventions pèsent bien peu lourd face à une jeunesse qui en a marre, de même que du côté de la population, qui a passé six mois à guetter l'envenimement des choses devant son téléviseur, en se demandant où avait bien pu éclore cette jeunesse en révolte, alors qu'on nous répète depuis des années que la « Génération Y » est individualiste et dépolitisée.



Campagne de peur.

Un point particulièrement intéressant de la dernière campagne électorale, c'est la manière dont le Premier ministre sortant Jean Charest a systématiquement associé grévistes et indépendantistes. Pauline Marois, il l'a répété ad nauseam, c'était « la rue et les référendums ». Certes, l'ensemble de la députation indépendantiste de l'Assemblée nationale s'est rangé promptement du côté étudiant, les

péquistes arborant fièrement le carré rouge, tout comme Amir Khadir et Jean-Martin Aussant. Néanmoins, l'association paraît quelque peu hâtive. Elle fait (sciemment ou non, ce n'est pas très important) abstraction du fait que les péquistes n'ont jamais encouragé la désobéissance civile, devenue monnaie courante ces derniers mois, tout comme du fait qu'une grande partie du mouvement étudiant porte assez peu dans son cœur Pauline et son parti, les jugeant souvent vieillots et pas assez ancrés à gauche, et désapprouvant fermement l'idée d'indexation proposée par les péquistes.

Alors, que nous dit cette association? Eh bien, qu'aux yeux de nos « ennemis » (qu'on parle de la droite néolibérale pour les étudiants ou du camp fédéraliste pour les partisans de l'indépendance), tout mouvement de contestation qui vise à redonner au peuple québécois la mainmise sur sa destinée, que ce soit en lui garantissant l'accès à l'éducation supérieure ou en lui offrant enfin sa souveraineté nationale, est forcément à éradiquer, et ce par la force, car comme le disait Bush fils, on ne discute pas avec des terroristes.

Il importe donc, en tant que citoyens québécois désireux d'améliorer notre condition collective, de prendre en compte cette situation. La division des votes plutôt qu'une entente tripartite a coûté une majorité au Parti Québécois,

son emploi à Aussant et, qui sait, peut-être des portefeuilles ministériels pour David et Khadir. Espérons que ces trois partis (PQ, QS, ON) engagent rapidement un dialogue qui permettra de réaliser, je l'espère, que les failles de notre système non-proportionnel commandent l'alliance pour éviter le pire et faire progresser la société.

De l'importance de ne pas céder au désespoir.

Aux yeux de certains, la victoire péquiste a un goût amer : seulement quatre sièges de plus qu'un Parti Libéral qui a passé la dernière année à bafouer les libertés civiles et que les sondages nous disaient carrément moribond. Il reste que la défaite de Capitaine Canada dans son fief de Sherbrooke devrait donner matière à réjouissance, même si les résultats globaux commandent de rester sur nos gardes. Les puissantes machines libérales et caquistes sont prêtes à tout pour tuer dans l'œuf ce qui s'annonce peut-être comme le timide premier pas vers un pays libre, peuplé de Québécois libres. Et elles réussiront si nous abaissons notre garde.

Je n'ai pas la faculté de prédire la suite des choses, mais je crois sage de conclure ce point de vue (très personnel, j'en conviens) sur les plus récents événements en citant ces célèbres paroles de Jacques Parizeau : on s'crache dans les mains et on r'commence!

« Si un homme n'est pas disposé à affronter quelques périls pour ses opinions, ou ses opinions ne valent rien ou c'est lui qui ne vaut rien. » — Ezra Pound

« Nous sommes des Québécois à peur entière. » — Albert Brie

Immigrants et souveraineté: utopie ?

par Tania Longpré
Enseignante en francisation aux adultes

Le vote allophone

1995 : près de 90% des allophones votent pour le camp du non, ils sont mal-informés par le gouvernement fédéral et attaché au Canada, ce pays dans lequel ils se sont fait de nouvelles racines : pour eux, s'en refaire pour la 3e fois n'est pas concevable. Le « non » a été coché avec enthousiasme et l'indépendance, et ceux qui la représentent, les a apeurés sans raison valable : ils ont souvent voté en masse les yeux fermés au sujet de quelque chose qu'ils ne comprenaient pas. Le prochain référendum, ou toute autre mesure menant à l'indépendance ne semble pas au programme, du moins, dans le court terme. Pourtant, à plus de

50,000 nouveaux arrivants par année, nous nous devons de faire en sorte qu'ils s'intéressent à l'avenir de la nation advenant l'avènement du grand soir. Même s'ils ne ressentent présentement pas d'affectation particulière pour le sujet, ils en sont tous concernés : lorsqu'ils seront citoyens, leurs votes seront aussi légitimes que ceux des Québécois d'origine et plus nous accueillons d'immigrants, plus nous accueillons d'électeurs qui auront le droit de s'exprimer sur l'avenir de notre province. Si advenait l'Indépendance, ils seraient eux aussi, touchés par les changements politiques qu'elle emportera et invités à prendre part à la construction du Pays du Québec.

Informers pour convaincre

Dans le cadre de mon travail, je constate très rapidement que les étudiants nouvellement arrivés, n'ont

souvent reçu aucune information au sujet de la dualité Québec/Canada. Ces gens proviennent de pays indépendants depuis belle lurette où règne une fierté d'appartenance nationale. Ils s'identifient énormément à leur pays et à leurs racines. Ils sont toujours fortement surpris, d'ailleurs, lorsqu'ils entendent des gens se présenter comme Québécois plutôt que Canadiens. Ils ne comprennent pas comment on peut s'identifier ici autrement que par le pays que nous habitons, soit le Canada. Plusieurs se demandent pourquoi ils ont été sélectionnés non pas par le Canada, mais bien par le Québec. Si, après tout, le Québec n'est qu'une simple division provinciale, quelle importance particulière devrait-il recevoir au juste ? N'oublions pas que moins les nouveaux arrivants se sentiront Québécois, moins ils adhéreront à ce rêve que nous avons de faire du

Québec un pays indépendant, et encore moins envisager d'y adhérer. Si jamais l'occasion de voter pour la création d'un nouveau pays se représentait, il ne faudrait pas oublier de faire en sorte que les nouveaux arrivants, bientôt des Québécois à part entière, se sentent concernés par le projet et puissent se joindre au mouvement. Cela n'est pas compliqué, ce sont de petits gestes qui peuvent être posés par tout le monde au quotidien. En effet, indépendantistes ou pas, souverainiste ou pas, la meilleure façon de faire adhérer ou du moins d'intéresser les nouveaux arrivants à l'avenir de notre nation, c'est de leur en parler et pas de leur faire peur.



« Si tu te couches, ils vont te piler dessus. Si tu restes debout et tu résistes, ils vont te haïr mais ils vont t'appeler 'monsieur'. » — Pierre Falardeau

Doléances pour une élite déracinée

par Simon-Pierre Savard-Tremblay

Il était une fois un homme, qui dans les années 1950 avait construit un certain intellectualisme autour de la négation des siens. Estimant que son propre peuple était fondamentalement opprimé, il voyait dans le gouvernement de l'époque l'expression politique logique des instincts primitifs de sa tribu. Si le jeune « intellectuel » avait flirté au départ avec l'idée que pour s'épanouir, ses compatriotes devraient envisager la conquête des pleins pouvoirs sur eux-mêmes, il a par la suite conclu au contraire que les siens ne seraient jamais capables de grandes choses ; pire encore : qu'ils ne devraient jamais être majoritaires dans un quelconque pays de par le fait que les volontés d'une majorité canadienne-française ne pourraient que résulter sur un obscurantisme antidémocratique des plus vicieux. La Cité devait être Libre de ses frontières, de ses volontés, de sa légitimité, de sa fierté et de ses aspirations. De lui-même en somme... Car c'est bien la culture nationale des Canadiens-français qui était en cause, fondamentalement menaçante pour les libertés fondamentales. La nation québécoise ne peut être responsable que de son autoritarisme et de sa fermeture, c'est pourquoi elle mériterait d'être neutralisée, minorisée, enfermée et folklorisée.

L'homme était un grand voyageur. Les grands voyages, que tous les grands fédéralistes ayant flirté avec l'idée de souveraineté du Québec ont évoqués pour justifier leur conversion en citoyens du monde clamant leur ouverture sur tous les toits, ont accouché d'une idéologie sur deux pattes : le trudeauisme. Celui qui lui a donné son nom a été impressionné par le monde extérieur, et s'en estimait citoyen à part entière. Pourquoi se recroqueviller sur une seule patrie quand nous pouvons jouir de l'ensemble des nations du monde en guise de formidable mosaïque ? Pourquoi dresser des frontières qui incarnent autant de limites ?

Trudeau ne pouvait qu'être appelé à sauter dans l'arène partisane afin de transformer son idéologie en système politique, lequel a reposé sur la sacralisation du déracinement individuel par des Chartes et sur son imposition politico-juridique. L'individu, tiré de sa communauté, allait pouvoir être totalement protégé des sombres desseins de la nation québécoise. Son passage en a fait le personnage le plus marquant de l'histoire récente du Canada. Le pays a été radicalement transformé, jusqu'à dans ses moindres détails. Sa formation politique a d'ailleurs dominé en parti unique jusqu'à ce qu'éclate au grand jour le

caractère surréaliste d'un système corrompu visant l'écrasement du Québec, et que son chef, un armateur faisant office de pitoyable homme d'état, a conduit directement au fond des abysses.

À l'époque du « trudeauisme authentique », le Québec ripostait par la voix de souverainistes aussi crédibles que les Lévesque, Parizeau et Laurin, et par celle de libéraux fédéralistes néanmoins nationalistes qui croyaient au moins en l'existence d'une « société distincte », un concept faiblard mais néanmoins réel.

Aujourd'hui, le Québec populaire n'en pense pas moins, mais le Québec politico-médiatico-intellectuel est peuplé de petits Trudeau en puissance. Ces apôtres de la tolérance sans bornes sauf envers les leurs, ces Ayatollahs de l'inclusion ne se gênent guère d'exclure la « vieille ethnie » qui serait coupable du crime suprême : l'enracinement culturel.

Un de ceux là a pris la plume le mardi 6 décembre dans le Voir. Jérôme Lussier, « blogue [sic] iconoclaste sans sucre ajouté, plus porté vers la politique que la politocaillette », nous a livré ses « doléances pour un Québec dépassé », brûlot qui aurait tout aussi bien pu se nommer « plaidoyer pour le reniement vertueux ».

Ainsi, pour Lussier, « [c]e n'est pas de la rectitude politique d'affirmer que les questions environnementales, culturelles et économiques de notre époque dépassent le cadre des politiques nationales ». Toujours cette vieille rengaine, nouvellement à la mode mais qui commence tout de même à sentir le réchauffé, possiblement parce qu'elle ne passe pas le test de la réalité. C'est bien connu, les questions culturelles ne dépassent le cadre national... Ne nous leurrions pas non plus en ce qui concerne les questions environnementales et économiques : c'est le capitalisme mondialisé qui est responsable de tous les maux. Une dénonciation de la mondialisation doublée d'un culte de l'internationalisme ? Contradiction ? Certes, mais passons...

« Ce n'est pas de la haine de soi de contempler sans complaisance ce qui pourrait rendre notre langue et notre culture sans attrait pour des immigrants ou des visiteurs ». Cette dangereuse bonasserie nous montre bien que chez certains, l'auto flagellation fait office d'horizon de pensée. Jamais il ne pourrait être acceptable d'exiger des devoirs en plus des droits que nous garantissons à ceux que nous accueillons. N'est-ce pas au contraire cette tendance à diluer notre culture nationale au nom de la bonne entente et de l'« ouverture » et cette assimilation de la fermeté nécessaire à de l'extrémisme, qui rendent justement notre petit peuple peu attrayant ? Il est de bon ton chez les bien pensants de cracher sur

nos voisins du Sud, patriotes arrogants et bornés ; pourtant, les immigrés qui choisissent de s'y installer adhèrent presque instantanément à leur nouvelle identité et affichent fièrement leur appartenance à un « nous », le « we americans ». Dès cet instant, ils acceptent de partager une histoire, un destin et une culture nationale. Mais ce qui est bon pour les autres ne l'est bien évidemment pas pour nous, irréductibles gaulois. Ce « nous » tant décrié, ce concept exclusiviste qui ne mérite aucun respect par il est coupable de trainer en lui des conditions d'acceptation, a d'autant plus la déplaisante tendance d'avoir plu à Jacques Parizeau un certain soir de 1995... Cachez ce « nous » que « nous » ne saurions voir...

« Ce n'est pas déplacé de suggérer que le copinage, la corruption, les mauvaises écoles et les hôpitaux dysfonctionnels nuisent davantage au Québec que l'université McGill » ; et le scandale du CHU, et la fuite (à hauteur de 50% lors de la première année) des médecins formés à nos frais par McGill ? Un mythe séparatiste ?

« Ce n'est pas de l'aplatventrisme de refuser d'imposer sa langue à quelqu'un qui la rejette, comme on refuserait de forcer une femme à nous aimer si on échoue à la séduire. Ce n'est pas être à genoux de respecter la liberté des autres comme on souhaiterait qu'ils respectent la nôtre. » Tout est dit : les québécois doivent accepter leur sort et se fondre dans le moule du Village Global. Nos néo-trudeauistes assument pleinement leur démission collective et la présentent sous le drapeau de la vertu.

« Ce n'est pas du nombrilisme de considérer qu'il y a, en matière culturelle, une sphère intime qui échappe autant à la supervision de l'État que la chambre à coucher. » Le nationalisme linguistique ne viserait donc exclusivement pas la sphère publique et les interactions sociales ? En 1977, plusieurs journaux anglophones agitaient la menace de la « police de la langue ». En 2011, certains se réveillent toujours la nuit pour entendre le bruit des bottes.

« Ce n'est pas être venu de douter de l'utilité d'une politique d'hostilité envers les serveuses anglophones comme mode de promotion de la langue officielle. Ce n'est pas être colonisé de parler anglais à l'occasion à Montréal, une ville qui a toujours été bilingue et cosmopolite ». Je parlais précédemment de démission vertueuse assumée, ces deux « doléances » en sont le témoignage ultime. La droite libertarienne a parfois évoqué sa solution miracle au problème linguistique : la responsabilité individuelle. Or, refuser de consommer dans des lieux où il nous est impossible d'être servi dans notre langue devrait aller de soi, mais cela resterait insuffisant pour un ensemble de raisons, sans oublier le fait que les québécois, de par la

majorité qu'ils composent, devraient en mesure d'utiliser leur instrument collectif et démocratique qu'est l'État. Or, la solution libertarienne ne suffit même pas en terme de mollesse à notre progressisto-moderniste Lussier, qui estime le cœur léger que le québécois doit gentiment (évidemment!) passer à la langue de Shakespeare.

« Ce n'est pas de la propagande de soutenir que le contrôle politique, culturel et linguistique ne peut plus s'exercer en 2011 comme en 1971 » ; sur ce point, si on exclut l'anachronisme (aucune contrainte digne de ce nom n'existait avant la Loi 101 de 1977), je suis forcé de lui donner raison : les mutations sociales exigent maintenant un renforcement des mesures et des politiques. Mais, encore là, notre élite nous dira que l'homme quebecensis n'en a pas le droit légitime.

Les néo-trudeauistes n'ont rien à envier à leurs prédécesseurs en matière de négation de la légitimité de la majorité culturelle et historique d'investir l'espace public. Leur conception de la démocratie est des plus surréalistes. Un tel billet aurait-il pu même être publié, par exemple, en Allemagne ou en Grande-Bretagne ? Poser la question, c'est y répondre. Et n'y voyez là aucune invitation à la censure, car ce n'est pas tant la publication d'un tel texte (qui relève de la liberté de presse) que la religion élitiste du cosmopolitisme bienfaisant qui représente la réelle menace.

Il faut y voir une entreprise de transformation radicale des individus qui composent la nation québécois en citoyens du monde. Pour ériger le remord en guise de politique officielle, il faut que le peuple l'intériorise et neutralise ses aspirations les plus légitimes, celles de l'affirmation et du respect de soi-même. La terre promise d'un monde sans frontières, lesquelles sont synonymes de limites, n'advient pas. Les sophismes d'une élite méprisante à l'égard d'un peuple encore attaché à lui-même sont tout aussi fallacieux que funestes pour « nous ». Ce sont là mes doléances pour une élite déracinée.



Le MÉSUM, actif depuis 1995...

Le Mouvement des Étudiant(e)s Souverainistes de l'Université de Montréal (MÉSUM) est formé d'étudiant(e)s de plusieurs disciplines unis par le projet de la souveraineté du Québec. Nous travaillons ensemble pour informer et intéresser la communauté universitaire. Pour ce faire, il importe de traiter de souveraineté à travers la langue, l'identité et la culture, mais aussi à travers l'économie et l'environnement.

Conférences, journaux, discussions et projections de films vous sont offerts tout au long de l'année. Si vous désirez vous impliquer au sein de l'organisation et en rencontrer les membres actifs, nous vous convions à notre assemblée générale qui se tiendra le lundi 22 octobre 2012.

Si vous désirez vous impliquer, mais ne pouvez être présents, écrivez-nous : mesumtl@gmail.com

MÉGA SEMAINE de la SOUVERAINETÉ
du 23 septembre au 4^e octobre
deuxième étage du pavillon Jean-Brillant
université de Montréal

2009

venez nous rencontrer à nos kiosques !
tenez-vous au courant !
facebook.com/mesumtl
mesumtl@gmail.com

L'État québécois sous occupation !

Le Québec a-t-il une identité ?
Le Québec a-t-il une culture ?
Le Québec a-t-il une langue ?
Le Québec a-t-il une histoire ?
Le Québec a-t-il une géographie ?
Le Québec a-t-il une économie ?
Le Québec a-t-il une politique ?
Le Québec a-t-il une diplomatie ?
Le Québec a-t-il une justice ?
Le Québec a-t-il une éducation ?
Le Québec a-t-il une santé ?
Le Québec a-t-il une sécurité ?
Le Québec a-t-il une justice ?
Le Québec a-t-il une éducation ?
Le Québec a-t-il une santé ?
Le Québec a-t-il une sécurité ?

AMIR KHADIR
PATRICK BOURGEOIS
DANIEL PAILLE
JEAN-MARTIN AUSSANT
PIERRE CURTI
DENIS TRUDEL
PAULINE MAROIS

Le 17 B-2305
Le 19 B-3260
Le 23 B-2305
Le 25 B-2325
Le 26 B-2325

Du 17 au 26 janvier
Au pavillon Jean-Brillant

Présentée par le MÉSUM

Amir Khadir Patrick Bourgeois

Semaine de la SOUVERAINETÉ

Le 17 B-2305 Le 19 B-3260 Le 23 B-2305 Le 25 B-2325 Le 26 B-2325

Daniel Paille Jean-Martin Aussant Pierre Curti Denis Trudel Pauline Marois

Du 17 au 26 janvier
Au pavillon Jean-Brillant

Toutes les conférences auront lieu de 11h40 à 12h40
Une période de questions aura lieu après chaque conférence.

SEMAINE de l'INDÉPENDANCE NATIONALE

du 29 mars au 2 avril 2010
pavillon Jean-Brillant
université de Montréal

Bernard DRAINVILLE
Renmond ORCHAMBAULT
JOURNALISTES ET OUVRIERS INDÉPENDANTISTES

Forum JEUNESSE

Chloé LEBLANC
LE MULTICULTURALISME AU QUÉBEC

Yves MICHAUD
MÉTROPOLITAINES ET SOUVERAINETÉ

Conférence gratuite
Le week-end 29 et 30 mars
B-3205

Mouvement des Étudiants Souverainistes de l'U. de M.

DEHORS OTTAWA !!!

À l'occasion de son 15^e ANNIVERSAIRE
Le MÉSUM présente

UN FILM DE JULES FALARDEAU

REGGIE CHARTRAND
PATRIOTE & QUÉBÉCOIS

SANS PEUR ET SANS REPÊCHE

mardi 23 novembre 16h
café-bar la brunante

Mouvement des Étudiants Souverainistes de l'Université de Montréal

JACQUES PARIZEAU

17 octobre
B-2285

3200 Jean-Brillant

11h45 à 12h45

La souveraineté aujourd'hui.

JACQUES PARIZEAU

17 octobre
La souveraineté, aujourd'hui.

B-2285

11h45 à 12h45

3200 Jean-Brillant

facebook.com/mesumtl

La souveraineté, ce n'est pas une blague...

Stephen Harper, Justin Trudeau, François Legault et Bachand/Couillard/Moreau sont dans un bateau en train de couler. Qui sera sauvé?
- Le Québec!

À la porte du Ciel, un type furieux se présente devant St Pierre.
- Mais bon sang, qu'est-ce que je fais là ! Hurle t-il. Regardez-moi : J'ai 61 ans, je suis en pleine forme, je ne bois pas, je ne fume pas, hier soir je me couche bien sagement dans mon lit et voilà que je me retrouve au ciel ! C'est certainement une erreur.
- Eh bien ! Cela n'est jamais arrivé, mais enfin je vais vérifier, répond St Pierre, un peu troublé.
- Comment vous appelez-vous ?
- Accurso. Tony Accurso.
- Oui... Et quel est votre métier ?
- Entrepreneur en construction.
- Oui... Ah, voilà, j'ai votre fiche. Accurso, Tony de Louisbourg...
Eh bien, monsieur Accurso, vous êtes mort de vieillesse, c'est tout.
- De vieillesse ? Mais enfin ce n'est pas possible, je n'ai que 61 ans.....
- Ah moi je ne sais pas, monsieur Accurso. Mais on a fait le compte de toutes les heures de main d'oeuvre que vous avez facturées, et ça donne 250 ans.

« Québec : belle province dans un piètre État. »
— Albert Brie



Aaaahh !!
Je ris de me voir si belle en ce pays!

caricature de Mathieu Forget
étudiant en Design Industriel

Le MÉSUM souhaite remercier ses précieux commanditaires.

www.mariamourani.org

L'indépendance du Québec
appartient au peuple. Merci
de votre engagement
envers votre pays!

TÉLÉPHONE
514.383.3709

COURRIEL
mourama@parl.gc.ca



FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES
DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Pour être au courant des événements à venir...

VENEZ NOUS REJOINDRE SUR FACEBOOK

www.facebook.com/mesumtl



Pour vous impliquer dans le MÉSUM ou

Pour faire parvenir un texte pour le prochain Bleu Cahier

ÉCRIVEZ-NOUS

mesumtl@gmail.com